



Lettre à l'attention de la Présidente de la Commission européenne: Pour un avenir professionnel humain: parlons ensemble!

[EN version herebelow](#)

10/05/2021

Madame la Présidente,

Je vous prie de [trouver ici le texte d'un appel](#) lancé par 300 collègues, réunis par notre organisation le 6 mai dernier.

Notre organisation, le personnel, ne s'opposent pas au changement de nos conditions de travail. Le personnel souhaite néanmoins être associé, voire impliqué, à sa définition, avant les prises de décision et leurs mises en œuvre et ce d'autant plus, que les changements en cours revêtent un caractère radical.

Le dialogue social fait partie de notre patrimoine politique et culturel, de notre identité européenne. Son importance est soulignée dans le Traité. Le récent sommet de Porto, se référant au « Socle européen des droits sociaux », l'a encore rappelé. On y lit : « Les partenaires sociaux doivent être consultés », « Ils doivent être encouragés à conclure des conventions », « Les travailleurs ou leurs représentants, ont le droit d'être informés et consultés en temps utile sur des sujets qui les concernent », enfin, référence utile aujourd'hui, à méditer avant toute prise de décision hâtive, « La mise en place d'une aide pour renforcer la capacité des partenaires sociaux à promouvoir le dialogue social doit être encouragée ».

[L'appel du 6 mai](#), « Pour un avenir professionnel humain », demande notamment « un moratoire dans la mise en œuvre de ces nouvelles conditions de travail et le démarrage urgent d'un dialogue social avec la participation du personnel ».

Nous formons le vœu, Madame la Présidente, de ne pas être perçus aujourd'hui comme des adversaires, mais comme des partenaires. U4U est le syndicat qui lie explicitement son action à la promotion de la construction européenne et à la défense de sa fonction publique. Il est aussi le syndicat qui assume explicitement une approche qui permet d'articuler les intérêts du personnel et ceux de l'institution, les uns ne pouvant pas s'affirmer sans les autres et inversement. Cette approche doit être nourrie par notre partenariat actif.

Nous comptons sur vous, et les membres du Collège que vous présidez, pour donner une suite favorable à notre demande telle que formulée dans cet appel du 6 mai. Dialoguer ne constitue jamais une perte de temps.

Dans l'attente de votre réponse et si possible d'une rencontre, je vous prie de croire, Madame la Présidente, en l'expression de notre très haute considération.

Georges Vlandas
Président



Letter to the President of the European Commission: For a humane working future: let's talk together!

Madam President,

Please find herewith the [text of an appeal](#) launched by 300 colleagues, gathered by our organization on May 6th.

Our organization, the staff, is not opposed to the change in our working conditions. Nevertheless, the staff would like to be associated, even involved, in its definition, before decisions are taken and implemented, and this is all the more true given the radical nature of the changes underway.

Social dialogue is part of our political and cultural heritage, of our European identity. Its importance is underlined in the Treaty. The recent Porto Social Summit, referring to the "European Pillar of Social Rights", reminded us of this. It states: "The social partners must be consulted", "They must be encouraged to conclude agreements", "Workers or their representatives have the right to be informed and consulted in good time on matters which concern them", and finally, a useful reference today, to be meditated on before any hasty decision is taken, "The establishment of aid to strengthen the capacity of the social partners to promote social dialogue must be encouraged".

The [appeal of May 6](#), "For a humane professional future", asks in particular "for a moratorium in the implementation of these new working conditions and the urgent start of a social dialogue with the participation of the staff".

We hope, Madam President, that we will not be perceived today as adversaries, but as partners. U4U is the union that explicitly links its action to the promotion of the European construction and to the defense of its public service. It is also the union that explicitly assumes an approach that makes it possible to articulate the interests of the personnel and those of the institution, the one not being able to assert itself without the other and vice versa. This approach must be nourished by our active partnership.

We are counting on you, and the members of the College that you chair, to respond favorably to our request as formulated in this appeal of May 6. Dialogue is never a waste of time.

We look forward to your reply and, if possible, to a meeting. Please accept, Madam President, the expression of our highest consideration.

Georges Vlandas
President